



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**  
**COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION**  
**DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (CCFICS)**

**Vingt-septième session**

Cairns (Australie)

**16 – 20 septembre 2024**

**EXAMEN ET MISE À JOUR DE L'ANNEXE A – LISTE DES ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS**

Préparé par le Royaume-Uni (R.-U.)

**Résumé**

Depuis de nombreuses années, le CCFICS prévoit dans son ordre du jour un espace pour l'examen des enjeux émergents en vue de recenser et de classer par ordre de priorité les nouveaux travaux potentiels. Son approche continue d'évoluer et les discussions de la 26<sup>e</sup> session ont porté sur la modification et l'approbation de la liste des enjeux émergents figurant à l'annexe A du document CX/FICS 23/26/9. Le Royaume-Uni s'est porté volontaire pour être le prochain responsable de ce point de l'ordre du jour et pour préparer une liste révisée et mise à jour des enjeux émergents pour examen à la 27<sup>e</sup> session. Les révisions de l'annexe A tiendraient compte des observations sollicitées par le biais d'une lettre circulaire et des résultats d'un atelier intersession.

Les réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS ont confirmé l'importance des enjeux énumérés dans l'annexe A et réitéré la possibilité d'améliorer la rédaction afin d'éviter les redondances et de définir plus clairement les enjeux. La Norvège, l'Australie et le Royaume-Uni ont défini trois nouveaux enjeux émergents: l'utilisation accrue des listes d'établissements pour soutenir le commerce, une tendance à la numérisation de certaines parties des systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA), et l'utilisation accrue d'outils numériques, y compris l'intelligence artificielle (IA). L'atelier virtuel intersession qui s'est tenu le 21 mai 2024 a permis d'examiner la liste existante et les trois nouveaux enjeux émergents définis.

L'atelier a débouché sur trois résultats principaux: i) la Norvège travaillerait avec les parties intéressées à l'élaboration d'un document de travail sur les listes d'établissements; ii) l'Australie travaillerait avec les parties intéressées à l'élaboration d'un document de travail sur la numérisation des SNCA intégrant l'utilisation d'outils numériques, y compris l'IA; iii) le Royaume-Uni, avec l'aide de l'Australie, organiserait une manifestation parallèle lors de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS afin d'attirer l'attention sur l'utilisation de l'IA par les organismes de réglementation et les intervenants du secteur.

Le CCFICS, à sa 27<sup>e</sup> session, est invité à:

- examiner la liste actualisée des enjeux émergents énumérés à l'**ANNEXE A**;
- prendre note de l'**ANNEXE** fournissant un bref résumé des résultats de la réunion intersession et des points clés soulevés lors de cette réunion;
- examiner les documents de travail et les propositions de nouveaux travaux préparées par:
  - la Norvège (CX/FICS 24/27/9.2);
  - l'Australie (CX/FICS 24/27/9.3);
- prendre note de l'organisation prévue d'une manifestation parallèle lors de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS27 qui aura pour objet d'examiner l'utilisation de l'IA (voir le calendrier provisoire de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS).

## **Introduction**

Les comités partagent la mission commune de garantir la réactivité du Codex aux enjeux nouveaux et émergents. Le CCFICS a fait de cette question un sujet de discussion il y a environ 11 ans et l'a depuis inscrite à son ordre du jour en tant que point permanent. L'objectif du débat sur les enjeux émergents est de permettre aux membres de recenser et de classer par ordre de priorité les nouveaux travaux potentiels relevant du mandat du CCFICS. L'approche du CCFICS concernant ce point permanent de l'ordre du jour continue d'évoluer au fil du temps, la responsabilité de la révision et de la mise à jour de la liste des enjeux émergents entre les sessions incombant à un responsable volontaire. Lors de la 26<sup>e</sup> session du CCFICS, le Royaume-Uni a accepté de jouer ce rôle et est convenu de soumettre un document révisé qui tiendrait compte des réponses à la lettre circulaire et des conclusions d'un atelier intersession qui serait organisé avant la session.

## **Approche**

Une lettre circulaire a été publiée en décembre 2023 (CL 2023/66-FICS) invitant tous les membres et observateurs du Codex à faire part de leurs observations sur l'annexe A et sur toute proposition de nouveaux travaux concernant des enjeux émergents existants ou nouvellement recensés. La date limite de transmission des observations était fixée au 30 avril 2024. Les réponses à la lettre circulaire ont été communiquées par courriel à tous les membres et observateurs du Codex le 16 mai 2024 par le Secrétariat du Codex.

Conformément aux instructions de la 26<sup>e</sup> session du CCFICS, le Secrétariat du Codex a organisé un atelier intersession le 21 mai 2024 pour examiner plus avant les enjeux émergents recensés à l'annexe A ainsi que les observations formulées en réponse à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS. L'atelier était coprésidé par le Royaume-Uni et l'Australie; un bref aperçu des conclusions de cet atelier et des prochaines étapes convenues à cette occasion est **joint en ANNEXE au présent rapport**.

## **Discussion et points clés**

La lettre circulaire CL 2023/66-FICS a suscité un total de dix réponses de neuf pays membres et d'une organisation membre (UE). En général, les membres ont maintenu leur appui aux cinq enjeux émergents énumérés dans l'annexe A, et plusieurs suggestions d'ordre rédactionnel ont été avancées pour améliorer la clarté générale de l'énoncé de ces enjeux. Certains membres ont utilisé le cadre d'établissement des priorités (annexe B du document CX/FICS 23/26/9) et ont classé la plupart des enjeux comme moyennement ou hautement prioritaires, mais aucune proposition de nouveaux travaux n'a été soumise concernant les cinq enjeux recensés dans l'annexe A. Cependant, trois nouveaux enjeux émergents ont été définis dans les réponses à la lettre circulaire communiquées par la Norvège, l'Australie et le Royaume-Uni.

L'atelier intersession, coprésidé par le Royaume-Uni et l'Australie le 21 mai, a examiné la liste figurant à l'annexe A du document CX/FICS 23/26/9 et les trois nouveaux enjeux émergents. Il visait à donner aux membres l'occasion d'examiner et de prioriser les nouveaux travaux potentiels avant les discussions de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS.

Le président de l'atelier a noté que la question du *mécanisme de recours* ferait l'objet d'un document de travail distinct et a suggéré de la supprimer de la liste. S'agissant de la question de *l'évolution des systèmes et technologies alimentaires*, il a été convenu de continuer à suivre la situation tout en notant qu'aucune proposition de nouveaux travaux n'avait été soumise à ce sujet.

Parmi les autres questions examinées, on relevait notamment *l'amélioration des technologies d'analyse et de mise à l'essai, et de la surveillance*, et les membres se sont prononcés en faveur d'une reformulation du texte pour plus de clarté. L'atelier a également abordé les *nouvelles pratiques en matière de sécurité sanitaire des aliments*, certains participants suggérant de l'examiner de concert avec la question précédente, estimant que les deux se recoupaient. *L'évolution du rôle des autorités compétentes et les interactions de ces dernières avec les entités gouvernementales* ont été jugées hautement prioritaires, et les discussions ont également porté sur l'intelligence artificielle et les tendances à la numérisation. Le président a reconnu la complexité et les synergies de cet enjeu avec les trois enjeux nouvellement définis.

L'atelier s'est penché plus avant sur les trois nouveaux enjeux émergents suivants:

- a. La Norvège a présenté une proposition sur les *listes d'établissements*, soulignant la demande de plus en plus forte de telles listes pour soutenir le commerce, et l'accélération observée de cette tendance pendant et après la pandémie de COVID-19. L'élaboration d'orientations et de principes normalisés a bénéficié d'un large soutien, même si des préoccupations se sont fait jour quant à la nécessité de définir clairement l'objectif et l'importance des demandes d'inscription sur les listes. La Norvège a accepté de collaborer avec les parties intéressées pour élaborer un document de travail et une nouvelle proposition de travail pour la 27<sup>e</sup> session du CCFICS.

- b. L'Australie a proposé la *numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments*, en soulignant les lacunes des orientations multilatérales existantes et les avantages potentiels des systèmes et outils numériques. L'élaboration de principes de haut niveau a bénéficié d'un large soutien, bien que des préoccupations aient été exprimées quant à la portée et à la rapidité des avancées technologiques dans ce domaine par rapport au temps qu'il faut souvent au Codex pour achever ses travaux.
- c. Le Royaume-Uni a attiré l'attention sur *l'utilisation croissante de l'IA* pour soutenir les systèmes de contrôle des aliments, en soulignant son vaste potentiel, y compris pour le repérage proactif des risques. Cette proposition a été considérée comme complémentaire à la numérisation et il a été convenu que la composante IA devrait être intégrée dans le document de discussion et la proposition de nouveaux travaux présentés par l'Australie.

Au cours de la deuxième partie de l'atelier, le Brésil et l'Inde ont présenté leur travail de mise à jour des documents de travail et les propositions de nouveaux travaux sur la normalisation des exigences sanitaires et les mécanismes de recours en cas de rejets d'aliments importés. Ces questions seront examinées par le CCFICS à sa 27<sup>e</sup> session, sous des points distincts de l'ordre du jour. Ils ne sont pas pris en compte dans l'ANNEXE.

### **Recommandations**

Le CCFICS, à sa 27<sup>e</sup> session, est invité à :

- traiter de la liste actualisée des enjeux émergents figurant à l'annexe A;
- prendre acte de la présentation succincte de **l'ANNEXE** et des principaux points soulevés lors de la réunion intersession;
- examiner les documents de travail et les propositions de nouveaux travaux préparés par:
  - la Norvège (CX/FICS 24/27/9.2);
  - l'Australie (CX/FICS 24/27/9.3);
- prendre note du projet d'organiser une manifestation parallèle au cours de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS sur l'utilisation de l'IA (voir le calendrier provisoire de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS).

### **Contexte général**

Ayant examiné la liste des enjeux mondiaux émergents présentée à l'annexe A du document CX/FICS 23/26/9, la 26<sup>e</sup> session du CCFICS avait :

- a) endossé la liste actuelle des principaux enjeux émergents recensés;
- b) accepté que la liste des enjeux émergents continue d'être un point permanent à l'ordre du jour des futures réunions du CCFICS, et que la responsabilité de l'annexe A continue d'être confiée aux membres, à tour de rôle d'une réunion à l'autre, noté qu'à l'issue de consultations menées avec la présidente du CCFICS, le Royaume-Uni avait accepté d'être le prochain responsable de l'annexe A du document sur les enjeux émergents (pour la 27<sup>e</sup> session), et noté que l'Australie était prête à lui apporter son soutien;
- c) demandé au Secrétariat du Codex de solliciter par lettre circulaire l'avis des membres concernant les enjeux mondiaux à inclure dans l'annexe A;
- d) décidé que la préparation d'un document actualisé, tenant compte des débats de la présente session et des observations sollicitées par lettre circulaire, et la présentation d'un rapport, comprenant une liste actualisée et hiérarchisée des enjeux émergents, pour examen à la 27<sup>e</sup> session, continueraient d'incomber à ce responsable;
- e) accepté d'organiser un atelier intersession en amont de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS afin d'examiner plus avant les enjeux émergents recensés dans l'annexe A;
- f) décidé de conserver l'annexe B (établissement des priorités – sous sa forme modifiée) en tant que document interne du CCFICS pouvant être actualisé en fonction de l'expérience acquise dans le cadre de son utilisation.

NOUVEAUX TRAVAUX ENVISAGEABLES POUR LE CCFICS: LISTE DES NOUVEAUX ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS À EXAMINER

Introduction

1. Le tableau ci-dessous recense d'importants enjeux mondiaux émergents susceptibles d'avoir un impact sur les activités du CCFICS et inventorie les textes existants ou les propositions de nouveaux travaux se rapportant à chaque enjeu. Les enjeux recensés sont tirés des débats des sessions du CCFICS et d'autres documents disponibles, y compris les débats multilatéraux sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce. Les amendements suggérés et autres mises à jour résultant des réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS et des points de vue exprimés lors de l'atelier intersession tenu le 21 mai 2024 sont indiqués en [caractères bleus soulignés](#) et présentés ci-dessous pour permettre à la 27<sup>e</sup> session du CCFICS d'en débattre et d'y apporter des amendements.
2. Il peut arriver que les textes existants du CCFICS abordent l'un des enjeux mondiaux recensés sans pour autant le traiter de manière exhaustive. En pareil cas, il peut être opportun de fournir des orientations supplémentaires ou des précisions. Le Comité pourra alors profiter de l'occasion pour évaluer l'opportunité et la priorité de nouveaux travaux, à l'aide du cadre proposé à l'annexe B du document **CX/FICS 23/26/9 approuvé par le Comité à sa 26<sup>e</sup> session**, ou encore pour réviser les textes existants à la lumière de nouvelles données ou de l'évolution de l'environnement commercial.

Nouveaux enjeux mondiaux émergents à examiner

| Enjeu n° | Enjeu mondial émergent possible à examiner<br><br>(pas par ordre de priorité) | Impact pour le CCFICS /<br>Codex   | Textes actuels du<br>CCFICS | Observation / Statut / Priorité  |
|----------|---|--|-----------------------------|--|
| 4        | <del>Mécanisme d'appel en cas de rejets.</del>                                | <del>Élaborer une directive sur la création d'un mécanisme d'appel en cas de rejets d'aliments importés.</del> | <del>● CXG 25-1997</del>    | <p><b>Observation:</b> <a href="#">Cette question a été soulevée pour la première fois en 2015 et sera examinée au titre du point 7 de l'ordre du jour, l'Inde présentant un document de travail CX/FICS 24/27/7</a></p> <p><b>Statut:</b> <a href="#">Une nouvelle proposition est annexée au document CX/FICS 24/27/7 pour examen par le Comité à sa 27<sup>e</sup> session.</a></p> <p><b>Priorité:</b> <a href="#">À déterminer par les membres du Comité lors de la discussion sur le point 7 de l'ordre du jour.</a></p> |

| Enjeu n° | Enjeu mondial émergent possible à examiner<br>(pas par ordre de priorité)  | Impact pour le CCFICS / Codex   | Textes actuels du CCFICS  | Observation / Statut / Priorité  |
|----------|--|---|---|--|
| 2        | Systèmes et technologies de production, de transformation, de transport et de distribution alimentaires nouveaux ou en cours d'évolution.  | Impact sur l'autorité compétente en ce qui concerne les SNCA (efficacité, traçabilité, rappel, etc.) ayant trait aux nouvelles sources alimentaires et aux nouveaux systèmes de production.<br><br>Impact sur le commerce en termes de reconnaissance de l'équivalence et des systèmes.<br><br>Il pourrait s'avérer nécessaire d'actualiser les textes du Codex actuels pour tenir compte de la production de nouveaux aliments soumis à de nouvelles réglementations <a href="#">et de les différencier des sources existantes</a> . | <ul style="list-style-type: none"> <li>• CXG 19-1995</li> <li>• CXG 20-1995</li> <li>• CXG 25-1997</li> <li>• CXG 26-1997</li> <li>• CXG 34-1999</li> <li>• CXG 38-2001</li> <li>• CXG 47-2003</li> <li>• CXG 53-2003</li> <li>• CXG 60-2006</li> <li>• CXG 82-2013</li> <li>• CXG 89-2016</li> <li>• CXG 91-2017</li> <li>• Projet d'orientations sur la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de SNCA</li> </ul> | <p><a href="#">Observation: Cette question fait l'objet d'un suivi actif.</a></p> <p><a href="#">Statut: À ce jour, aucune proposition de nouveaux travaux n'a été soumise à ce sujet.</a></p> <p><a href="#">Priorité: élevée, l'impact estimé sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce étant jugé moyen par certains membres dans leurs réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS).</a></p>   |
| 3        | Amélioration des technologies d'analyse et de mise à l'essai, et de la surveillance.<br><br><a href="#">Impact des nouvelles technologies et des nouveaux outils sur la formation, le développement et le suivi des systèmes de contrôle des aliments, le partage de</a> | <p><del>Les outils et méthodes utilisés pour mesurer les performances des systèmes de sécurité sanitaire des aliments ; quand et comment ils sont utilisés.</del></p> <p><a href="#">Utilisation et application émergentes d'outils numériques et analytiques, par exemple la surveillance continue/en temps réel. Nouvelles approches pour gérer la sécurité</a></p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• CXG 47-2003</li> <li>• CXG 53-2003</li> <li>• CXG 25-1997</li> <li>• CXG 34-1999</li> <li>• CXG 82-2013</li> </ul>   | <p><a href="#">Observation: Deux enjeux connexes ont été définis dans les réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS et au cours de l'atelier intersession du 21 mai 2024. Elles seront toutes deux examinées au titre du point de l'ordre du jour consacré aux enjeux émergents (CX/FICS 24/27/9.2 et 9.3)</a></p> <p><a href="#">Statut: En fonction de l'issue des discussions mentionnées ci-dessus, le comité peut aller de l'avant et examiner les propositions de nouveaux travaux</a></p> |

| Enjeu n°  | Enjeu mondial émergent possible à examiner<br>(pas par ordre de priorité)   | Impact pour le CCFICS / Codex  | Textes actuels du CCFICS   | Observation / Statut / Priorité  |
|-----------|---|--|--|--|
| 3 (suite) | <a href="#">l'information et l'approche de la réglementation gouvernementale et des activités de mise en conformité.</a>                                | <a href="#">sanitaire des aliments, y compris des approches préventives et basées sur les résultats. Interopérabilité grâce à la numérisation croissante et à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans les programmes de modernisation de la réglementation afin de mieux cibler les ressources limitées. D'autres impacts incluent des changements dans la façon dont certaines autorités réglementent forment le personnel, mènent des activités de conformité (par exemple en mettant l'accent sur la culture de la sécurité sanitaire des aliments) et surveillent la performance de leur système de contrôle alimentaire afin repérer et de gérer les risques de manière proactive.</a> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• CXG 89-2016</li> <li>• CXG 91-2017</li> <li>• <a href="#">CXG 93-2021</a></li> <li>• <a href="#">CXG 101-2023</a></li> <li>• <a href="#">CXG 102-2023</a></li> </ul>  | <p><a href="#">qui en découlent:</a></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <a href="#">Listes d'établissements (Norvège)</a></li> <li>2. <a href="#">Numérisation des systèmes de contrôle et utilisation de l'IA (Australie)</a></li> </ol> <p><b>Priorité:</b> élevée, l'impact estimé sur la sécurité alimentaire et le commerce étant jugé élevé à moyen par certains membres dans leurs réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS).</p> |
| 4         | <del>Nouvelles approches en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris les systèmes préventifs et les systèmes axés sur les résultats.</del> | <del>Modifications actuelles et attendues de l'ensemble d'outils utilisés pour fournir des garanties ; quand et comment ces outils sont utilisés.</del>  | <ul style="list-style-type: none"> <li><del>• CXG 20-1995</del></li> <li><del>• CXG 19-1995</del></li> <li><del>• CXG 25-1997</del></li> <li><del>• CXG 26-1997</del></li> <li><del>• CXG 34-1999</del></li> <li><del>• CXG 38-2001</del></li> <li><del>• CXG 53-2003</del></li> <li><del>• CXG 47-2003</del></li> <li><del>• CXG 60-2006</del></li> <li><del>• CXG 82-2013</del></li> </ul> | <p><b>Observation:</b> Cette question a été fusionnée avec la question 3 afin d'éviter les redondances.</p> <p><b>Statut:</b> Voir enjeu n° 3</p> <p><b>Priorité:</b> Voir enjeu n° 3</p>  |

| Enjeu n° | Enjeu mondial émergent possible à examiner<br>(pas par ordre de priorité)                                  | Impact pour le CCFICS / Codex  | Textes actuels du CCFICS   | Observation / Statut / Priorité   |
|----------|--|--|--|---|
|          |  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li><del>CXG 89-2016</del></li> <li><del>CXG 91-2017</del></li> <li><del>Projet d'orientations sur la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de SNCA</del></li> </ul> |   |
| 5        | Évolution du rôle de l'autorité compétente et des interactions entre différentes entités gouvernementales. | Interaction entre différentes entités gouvernementales engagées dans le commerce alimentaire, et notamment entre les autorités chargées du contrôle des aliments, la douane et les agences de protection des frontières, et possibilité de mieux exploiter les informations provenant de ces interactions. | <ul style="list-style-type: none"> <li>CXG19-1995</li> <li>CXG 34-1999</li> <li>CXG 47-2003</li> <li>CXG 82-2013</li> <li>CXG 89-2016</li> <li>CXG 91-2017</li> <li>CXG 101-2023</li> </ul>                      | <p><b>Observation:</b> <a href="#">Il a été noté qu'il existe des synergies et des similitudes entre les questions 3 et 4 (désormais combinées), par exemple certaines autorités utilisent des outils numériques, y compris l'intelligence artificielle, pour améliorer leurs systèmes de contrôle aux frontières, et utilisent des données provenant de sources extérieures.</a></p> <p><b>Statut:</b> <a href="#">Il n'y a actuellement aucune proposition de nouveaux travaux sur cette question.</a></p> <p><b>Priorité:</b> <a href="#">élevée, l'impact estimé sur la sécurité sanitaire des aliments et le commerce étant jugé élevé par certains membres dans leurs réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS).</a></p> |

## ANNEXE

**BREF APERÇU DES POINTS CLÉS ET DES PROCHAINES ÉTAPES CONVENUES LORS DE L'ATELIER INTERSESSION DU 21 MAI****Introduction**

Ce rapport présente un bref aperçu des points clés et des prochaines étapes convenus lors de l'atelier intersession, coprésidé par le Royaume-Uni et l'Australie, qui s'est tenu le 21 mai. Les participants ont examiné la liste des enjeux émergents figurant à l'annexe A du document CX/FICS 23/26/9, ainsi que trois enjeux émergents nouvellement recensés. L'objectif de la réunion était d'examiner l'évolution des systèmes de production, de transformation, de transport et de distribution des aliments en vue de décider des nouveaux travaux potentiels à réaliser par le CCFICS et d'en déterminer l'ordre de priorité.

**Enjeu 1: Mécanisme de recours**

Revenant sur la discussion de 2015 concernant le mécanisme de recours, le président a noté que la proposition de l'Inde formulée l'année précédente n'avait pas été examinée en profondeur en raison de contraintes de temps. Davantage d'informations ont depuis été fournies pour une discussion distincte et plus approfondie à la 27<sup>e</sup> session du CCFICS.

**Résultat:** Aucune observation n'a été formulée et il a été noté que la question ferait l'objet d'un débat détaillé en tant que point distinct (CX/FICS 24/27/7) et pouvait donc être supprimée de l'annexe A.

**Enjeu 2: Systèmes et technologies de production, de transformation, de transport et de distribution alimentaires nouveaux ou en cours d'évolution**

Le président a noté qu'à l'issue du débat sur cette question lors de la 26<sup>e</sup> session du CCFICS, il avait été recommandé d'attendre les résultats des discussions du Comité exécutif sur les SNCA avant de décider de l'opportunité pour le CCFICS d'entamer de nouveaux travaux.

**Points clés**

- Le CCEXEC a conclu qu'aucune nouvelle structure n'était nécessaire et a encouragé les membres à soumettre de nouvelles propositions de travail substantielles aux organes subsidiaires compétents du Codex.

**Résultat:** Aucune proposition de nouveaux travaux n'a été soumise en réponse à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS, mais le président a souligné que, pour le CCFICS, cet enjeu dépassait de loin le contexte des SNCA, et a donc recommandé de le retenir pour un suivi continu.

**Enjeu 3: Amélioration des technologies d'analyse et de mise à l'essai, et de la surveillance**

Le président a pris note de la nécessité de fournir davantage de détails, les membres ayant indiqué qu'ils avaient trouvé le libellé assez vague, ce qui avait compliqué l'évaluation de la nécessité de nouveaux travaux.

**Points clés:**

- Des propositions visant à clarifier l'impact des nouvelles technologies sur les systèmes de contrôle des aliments ont été examinées, les membres proposant une nouvelle formulation pour aider à clarifier le sens de cet enjeu émergent.

**Résultat:** Les membres se sont prononcés en faveur d'une reformulation générale du texte. Il a également été suggéré d'examiner cet enjeu de concert avec certaines des propositions qui seront traitées ultérieurement, par exemple la numérisation des SNCA.

**Enjeu 4: Nouvelles approches en matière de sécurité sanitaire des aliments, y compris les systèmes préventifs et les systèmes axés sur les résultats**

Le président a noté que les membres, dans leurs réponses à la lettre circulaire, avaient à nouveau suggéré de fournir plus de détails pour aider à déterminer l'opportunité de nouveaux travaux sur cette question. Certains membres ont attribué à cet enjeu une priorité moyenne à élevée, tandis que d'autres ont estimé qu'il faisait double emploi avec l'enjeu 3 et ont suggéré d'examiner les deux de concert.

**Points clés:**

- La discussion a porté sur la révision ou la suppression de cet enjeu dont le champ d'application semblait recouper celui de l'enjeu 3, d'autant que des modifications d'ordre rédactionnel avaient été suggérées dans les réponses à la lettre circulaire.

**Résultat:** La proposition de supprimer cet enjeu et de le fusionner avec l'enjeu 3 a été généralement acceptée, aucune dissidence n'ayant été exprimée.



## **Enjeu 5: Évolution du rôle de l'autorité compétente et des interactions entre différentes entités gouvernementales**

Le président a souligné la complexité et la haute priorité de cet enjeu pour certains membres. Il a noté que les nouveaux textes du CCFICS comprenaient souvent une section sur les rôles et les responsabilités, mais que les textes plus anciens éludaient ces questions.

### **Points clés:**

- Le débat a porté principalement sur la nécessité de formuler des suggestions concrètes pour faire face à l'évolution du rôle des autorités compétentes. L'IA et la numérisation ont été mentionnées comme une tendance émergente connexe qu'il conviendrait d'examiner plus avant.

**Résultat:** Le président a reconnu l'intérêt des membres pour cette question et signalé l'existence de synergies avec certains des enjeux émergents nouvellement recensés.

### **Enjeux émergents nouvellement recensés**

## **Enjeu 6 (nouveau): listes d'établissements**

### **Présentation de la proposition**

La Norvège a présenté une proposition détaillée concernant la demande de plus en plus fréquente de listes d'établissements pour soutenir le commerce, attirant l'attention sur l'accélération observée de cette tendance pendant et après la pandémie de COVID-19.

### **Discussion et observations:**

- **Assentiment général:** Un large soutien s'est dégagé en faveur de l'élaboration d'orientations et de principes visant à normaliser les processus d'inscription sur les listes d'établissements, compte tenu de la complexité croissante et des exigences en matière de ressources qui risquaient d'entraver les échanges commerciaux.
- **Enjeux et préoccupations:** Il convient de définir clairement l'objectif et la nécessité des demandes de listes d'établissements et de mieux comprendre les raisons de la multiplication de ces demandes. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que les travaux ne devraient pas entraîner une augmentation des charges en conduisant à une hausse de la demande pour de telles listes.
- **Synergies potentielles:** Synergies suggérées avec d'autres initiatives telles que la normalisation des exigences SPS (proposition du Brésil) et la numérisation des SNCA.

### **Prochaines étapes:**

- **La Norvège** travaillera avec les parties intéressées à l'élaboration d'un document de travail et d'une proposition de nouveaux travaux qui seront examinés au titre du point de l'ordre du jour consacré aux enjeux émergents lors de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS.

## **Enjeu 7 (nouveau): numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments**

### **Présentation de la proposition**

L'Australie a noté que de nombreux pays envisageaient de numériser certaines parties de leur SNCA malgré l'absence apparente d'orientations multilatérales en la matière. Il est évident que la numérisation peut apporter des avantages supplémentaires à certains textes du CCFICS, par exemple ceux concernant les orientations sur les certificats électroniques, l'audit à distance, la traçabilité et la fraude alimentaire.

### **Discussion et observations**

- **Assentiment général:** Un large soutien s'est dégagé en faveur de l'élaboration de principes de haut niveau pour guider les efforts de numérisation, en reconnaissance des avantages potentiels de la normalisation des outils et des processus numériques.
- **Liens avec d'autres propositions:** On a noté l'existence de similitudes avec la proposition relative aux listes d'établissements, et souligné la nécessité d'établir un cadre global.
- **Enjeux et préoccupations:** Des préoccupations se sont fait jour à propos de l'ampleur du champ d'application et de la rapidité des progrès technologiques par rapport au temps qu'il faut souvent au Codex pour achever ses travaux. Il convient de faire preuve de prudence et de savoir doser l'ambition et les attentes suscitées à cet égard.

### Prochaines étapes

- **L'Australie** travaillera avec les parties intéressées à l'élaboration d'un document de travail et d'une proposition de nouveaux travaux à examiner dans le cadre du point de l'ordre du jour consacré aux questions émergentes lors de la 27<sup>e</sup> session du CCFICS.

### Enjeu 8 (nouveau): Utilisation de l'intelligence artificielle (IA)

#### Présentation de la proposition:

Le Royaume-Uni a noté que les organes de réglementation et l'industrie utilisaient de plus en plus les outils de l'intelligence artificielle à des fins diverses, notamment pour le repérage proactif des risques que peuvent poser les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Il a élaboré et utilise une série d'outils d'IA. L'un d'entre eux recueille des informations à partir de sources ouvertes pour informer les services d'inspection des frontières britanniques d'anomalies commerciales potentielles — par exemple, marchandage des ports ou postes d'inspection douanière. De nombreux pays s'interrogent sur la manière de garantir que l'utilisation de l'IA restera légale, éthique et contrôlée.

#### Discussion et observations

- **Assentiment général:** Reconnaissance de l'utilisation croissante et de la valeur potentielle de l'IA dans les systèmes de contrôle des aliments, par exemple en reconnaissant le potentiel de l'IA pour améliorer le repérage des risques et l'allocation des ressources.
- **Liens avec la proposition concernant la numérisation:** Synergies évidentes et complémentarité avec la proposition de numérisation, les thèmes de l'interopérabilité des données et du partage de l'information se recoupant.
- **Enjeux et préoccupations:** Préoccupations concernant le rythme rapide des progrès de l'IA et la nécessité pour le Codex de rester au fait de l'évolution technologique.

#### Prochaines étapes:

- Le Royaume-Uni collaborera avec l'Australie pour intégrer les enjeux de l'IA dans le document de discussion plus large sur la numérisation des SNCA en vue d'incorporer les considérations relatives à l'IA dans les principes de haut niveau proposés.

### CALENDRIER DE L'ATELIER

| POINT | SUJET  | TEMPS ALLOUÉ | HEURE (HAEC) |
|-------|--|--------------|--------------|
| 1     | Mots de bienvenue et introductions   | 10 min.      | Midi         |
| 2     | Examen des enjeux émergents énumérés dans l'annexe A.<br><br>Examen des enjeux émergents nouvellement recensés dans les réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS  | 60 min.      | 12 h 10      |
| 3     | Pause  | 10 min.      | 13 h 10      |
| 4     | Proposition de nouveaux travaux sollicitée par la 26 <sup>e</sup> session du CCFICS – orientations sur la normalisation des exigences sanitaires.<br><br>Proposition de nouveaux travaux sollicitée par la 26 <sup>e</sup> session du CCFICS – orientations sur un mécanisme de recours en cas de rejets d'importations alimentaires | 50 min.      | 13 h 20      |
| 5     | Conclusion et prochaines étapes  | 20 min.      | 14 h 10      |
| 6     | Levée de séance  |              | 14 h 30      |